



Comité budgétaire de la JUB

Décision

portant adoption du budget de la juridiction
unifiée du brevet pour l'année 2024

Luxembourg, le 24 novembre 2023

DÉCISION DU COMITÉ BUDGÉTAIRE

du 24 novembre 2023

portant adoption du budget de la juridiction unifiée du brevet pour l'année 2024

LE COMITÉ BUDGÉTAIRE DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET,

vu l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, et notamment ses articles 36 et 37;

vu les statuts de la juridiction unifiée du brevet, et notamment leur article 26;

considérant la nécessité pour la juridiction unifiée du brevet de respecter ses engagements pour l'année 2024;

considérant l'urgence de doter la juridiction de son budget et de ses ressources financières,

DÉCIDE:

Conformément aux articles 21 à 29 de la décision du comité administratif de la juridiction unifiée du brevet régissant la gestion financière de la juridiction,

est

1. adopté:

le budget pour l'année 2024 de la juridiction unifiée du brevet, d'un montant total de 20 343 940 EUR, y compris le budget des régimes de retraite et de sécurité sociale, d'un montant total de 2 492 021 EUR;

2. approuvée:

la clé de contribution provisoire, telle qu'elle figure à l'annexe 2.

La présente décision entre en vigueur le 24 novembre 2023.

Fait à Luxembourg, le 24 novembre 2024.

Pour le comité budgétaire

Signé Bruno Leboullenger

Le président

RÉSUMÉ

Le présent document comporte le projet de budget relatif à l'année 2024 de la juridiction unifiée du brevet (JUB) conformément à la section 2, articles 21 à 26, du règlement financier de la JUB adopté le 22 février 2022 par le comité administratif, tel que modifié.

En l'absence de données historiques et statistiques, le présent projet de budget s'appuie sur des hypothèses étudiées par la Juridiction à partir d'anciennes enquêtes et actualisées grâce à l'expérience et aux connaissances acquises au cours de la période d'application provisoire (PAP) et du premier exercice comptable (FAP).

Ce projet englobe les processus financiers nécessaires permettant à la JUB d'exercer ses fonctions opérationnelles et de simplifier la capacité d'adaptation de ses ressources humaines, techniques et organisationnelles afin de lutter contre les enjeux et incertitudes inhérents aux premières années d'activité.

Il inclut également les informations et prévisions conformément à l'article 23 du règlement financier, telles que les états du résultat global et de la situation financière, le tableau des postes et le plan de recrutement, ainsi que des prévisions relatives aux données financières essentielles pour les quatre prochaines années, conformément à l'article 23, paragraphe 3, point c), du règlement financier de la JUB de 2025 à 2028.

L'appel des contributions des États membres contractants, y compris les contributions au Fonds de roulement exigé de chaque État membre contractant, est précisé à l'annexe 2.

Le comité budgétaire est invité à adopter le budget 2024 et à approuver l'application de la clé de répartition relative au présent budget.

Table des matières

DÉCISION DU COMITÉ BUDGÉTAIRE	2
Table des matières	4
1. Projet d'introduction de l'année budgétaire 2024 de la JUB	5
2. PRINCIPES FONDAMENTAUX ET HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION	5
1) Chapitre 51 Frais de procédure	6
2) Chapitre 52 Contribution des États membres	7
3) Chapitre 53: autres produits d'exploitation	8
4) Chapitre 61: dépenses et recettes des régimes de pension et de sécurité sociale:	8
5) Chapitre 31: rémunérations	9
6) Chapitre 32: régimes de retraite et de sécurité sociale	11
7) Chapitres 33 à 37: dépenses de fonctionnement générales, Fonds de roulement, remboursements aux États membres et autres dépenses	12
8) Chapitre 41: dépenses en capital liées aux TI:	15
Annexe 1: Budget de la Juridiction unifiée du brevet	16
Annexe 1.1: budget de la Juridiction unifiée du brevet: crédits	16
Annexe 1.2: hypothèses préliminaires pour les quatre prochaines années:.....	17
Annexe 2: contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2024:.....	18
Annexe 2.1: contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2024:.....	18
Annexe 2.2 Contributions à fournir (compensation à l'aide du Fonds de roulement du PAP).....	18
Annexe 3: remarques concernant les dépenses liées aux TI dans le budget 2024.	20
Chapitre 411 – Dépenses en capital liées aux TI: systèmes et services intégrés	20
Chapitre 331 – Dépenses opérationnelles informatiques et bases de données	22
Annexe 4: États financiers de la Juridiction	27
4.1. Projet de l'état des ressources	28
4.2. Projet de l'état du revenu estimé.....	29
4.3. Compte de résultat	29
4.4. État de la situation financière	30
4.5. Prévision des flux de trésorerie	31
4.6 Note explicative concernant les états financiers	32

1. Projet d'introduction de l'année budgétaire 2024 de la JUB

Introduction

Le présent document expose le projet de budget 2024 de la JUB.

Il convient de noter qu'étant donné que la JUB a commencé ses activités en juin de cette année (2023) et qu'aucune donnée historique et statistique n'était disponible, les estimations budgétaires ont été effectuées sur la base de calculs et en tenant compte du nombre de dossiers déposés devant la juridiction à la fin du mois de septembre 2023 afin de formuler les prévisions définitives pour le budget 2024 de la JUB.

La charge de travail de la JUB et le nombre de juges nécessaires pour traiter les dossiers et les décisions de dérogation seront très difficiles à prévoir pendant les premières années d'activités et feront l'objet d'un examen et d'un suivi approfondis.

L'annexe 1 définit les dépenses financières et d'exploitation de la JUB ainsi que les estimations de recettes pour l'exercice budgétaire 2024, ainsi que des hypothèses préliminaires pour les quatre prochaines années.

	PAP	FAP (as amended)	Budget 2024
Staff expenditure (salaries and PSSS contributions):	1 329 653 EUR	4 672 738 EUR	8 838 176 EUR
Non-staff operating expenditure:	7 004 744 EUR	4 839 031 EUR	6 516 916 EUR
Working Capital expenditure:	1 000 000 EUR	2 410 637 EUR	2 707 848 EUR
IT capital expenditure:	798 460 EUR	725 608 EUR	2 281 000 EUR
Total expenditure:	10 132 857 EUR	12 648 014 EUR	20 343 940 EUR

	PAP	FAP (as amended)	Budget 2024
Court Fee income:	nil	1 050 000 EUR	4 500 000 EUR
Internal tax:	243 794 EUR	723 836 EUR	1 572 490 EUR
Contributions from Contracting Member States:	9 889 063 EUR	10 874 178 EUR	14 271 450 EUR
Total income:	10 132 857 EUR	12 648 014 EUR	20 343 940 EUR

2. PRINCIPES FONDAMENTAUX ET HYPOTHÈSES DE PLANIFICATION

Le budget de la JUB pour 2024 contenu dans le présent document repose sur les principales hypothèses préliminaires suivantes:

A. RECETTES:

1) Chapitre 51 Frais de procédure

En l'absence de données fiables et historiques et compte tenu des difficultés rencontrées pour estimer le nombre d'affaires qui seront traitées au cours des premières années, les prévisions suivantes sont fondées sur les données d'anciennes enquêtes et sur les récentes estimations établies sur la base du nombre de dossiers reçus le 24 octobre 2023, à savoir:

Catégorie	Jusqu'au 24 octobre 2023
	Nombre
Actions en contrefaçon	47
Actions en nullité	20
Demande de mesures provisoires	8
Recours	2

Le présent projet de budget a adopté une approche prudente en ce qui concerne les recettes attendues relatives aux frais de procédure, compte tenu des incertitudes liées à l'intensification des activités et à la nature des premières affaires.

Compte tenu des affaires en cours et des prévisions établies jusqu'à la fin de l'année 2023, le nombre de dossiers qui seront déposés auprès de la JUB au cours de l'année 2024 devrait s'élever à:

Catégorie	2024	
	Nombre	Recettes estimées (en EUR)
Actions en contrefaçon	75	2 465 000
Actions en nullité	25	465 000
Demande de mesures provisoires	30	330 000
Autres actions/requêtes du tribunal de première instance	425	560 000
Recours	30	680 000
Total	585	4 500 000

(Les recettes estimées pour 2024 englobent l'estimation des redevances variables, fondée sur les données réelles relatives aux valeurs de brevets déclarées. Toutefois, ce budget n'inclut pas les répercussions d'éventuelles augmentations de la charge de travail en raison de la complexité et de l'importance des dossiers sur la base de leurs valeurs estimées en matière de brevets. Une évaluation de l'augmentation potentielle de la charge de travail sera effectuée en 2024 et la Juridiction pourrait demander aux États membres de financer l'augmentation du temps de travail ou la nomination de nouveaux juges pour lutter contre la charge de travail supplémentaire).

La JUB conduit ses procédures de manière à ce que l'audience finale sur la contrefaçon et la validité en première instance puisse normalement avoir lieu dans un délai d'un an et à ce que le jugement soit rendu six semaines plus tard.

Les parties aux procédures paieront à l'avance les frais fixes et les frais fondés sur la valeur du litige à la JUB, conformément au règlement sur les frais de procédure adopté par décision du comité administratif le 8 juillet 2022.

Certaines parties peuvent bénéficier d'une réduction des frais de procédure (en particulier les PME et les personnes physiques). Dans certaines circonstances, les frais de procédure peuvent être remboursés aux parties (règlement anticipé, juge unique).

☒ Les recettes brutes issues des frais de procédure de la JUB pour l'exercice budgétaire 2024 est estimé à 4 500 000 EUR (3 900 000 EUR net).

Frais de procédure		TOTAL
Taxes de procédure	€	4 500 000
./. Réductions pour les PME	-€	300 000
./. Remboursements au titre d'un juge unique	-€	200 000
./. Remboursements au titre du règlement anticipé	-€	100 000
Total des frais de procédure	€	3 900 000

(Aucune recette ne devrait être générée par le centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevets, ni par le centre de formation).

2) Chapitre 52 Contribution des États membres

Le présent projet de budget se fonde sur la **clé de contribution provisoire** pour les budgets initiaux et modifiés de la PAP, nonobstant l'ajustement de la clé de contribution qui doit être effectué en parallèle après la collecte des données pertinentes des années 2020, 2021 et 2022. Ces contributions sont calculées conformément à l'article 6, paragraphe 1, points a) à c), du règlement financier pour la période d'application provisoire.

Toutes ces contributions seront révisées en temps utile conformément à la clé de contribution ajustée et mises en place au cours de l'exercice comptable approprié (probablement le budget pour l'exercice 2025).

En revanche, aucun État membre contractant entrant n'a été recensé à la date de présentation du présent projet de budget et ce dernier ne contient aucun changement à cet égard.

Les hypothèses préliminaires relatives aux modifications apportées aux contributions des États membres contractants pour les années 2025 à 2028 doivent être considérées comme théoriques à ce stade. Il est rappelé que l'adoption du présent projet de budget n'engage ni la JUB ni les États membres en ce qui concerne ces hypothèses préliminaires.

La présentation des contributions dues par les États membres contractants est divisée en différents tableaux à l'annexe 2 (2.1. et 2.2) en tenant compte de la possibilité de compensation du Fonds de roulement de la PAP inutilisé.

3) Chapitre 53: autres produits d'exploitation

Impôt interne

Les recettes provenant de la taxe interne prévues pour 2024 enregistrent la taxe interne sur le revenu à payer par le personnel de la JUB.

Il convient de noter que les taxes internes ne comportent pas d'ajustement des tranches d'imposition internes. Conformément à l'annexe III du règlement régissant les conditions de service des juges, du greffier et du greffier adjoint de la Juridiction unifiée du brevet ainsi que du statut du personnel de la Juridiction unifiée du brevet (impôt interne), le premier examen des tranches d'imposition internes a lieu au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de l'accord relatif à une Juridiction unifiée du brevet. La décision des comités est nécessaire à cet égard.

(Inchangé depuis la décision du comité budgétaire du 7 septembre 2022):

Tax rate

monthly	from	to	%
Tax 1	€ 127	€ 2 234	8.0%
Tax 2	€ 2 234	€ 3 077	10.0%
Tax 3	€ 3 077	€ 3 526	12.5%
Tax 4	€ 3 526	€ 4 004	15.0%
Tax 5	€ 4 004	€ 4 453	17.5%
Tax 6	€ 4 453	€ 4 889	20.0%
Tax 7	€ 4 889	€ 5 338	22.5%
Tax 8	€ 5 338	€ 5 774	25.0%
Tax 9	€ 5 774	€ 6 223	27.5%
Tax 10	€ 6 223	€ 6 659	30.0%
Tax 11	€ 6 659	€ 7 108	32.5%
Tax 12	€ 7 108	€ 7 544	35.0%
Tax 13	€ 7 544	€ 7 993	40.0%
Tax 14	€ 7 993	€ -	45.0%

4) Chapitre 61: dépenses et recettes des régimes de pension et de sécurité sociale:

Le budget reflète les dépenses des régimes de pension et de sécurité sociale qui, à des fins de planification, sont considérées comme équivalentes aux contributions de la Juridiction et du personnel (en supposant que les dépenses soient équivalentes aux recettes).

Le budget témoigne des recettes des régimes de pension et de sécurité sociale, qui sont équivalentes aux contributions de la Juridiction et du personnel.

B. DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS:

Les hypothèses ci-après ont été prises en considération:

5) Chapitre 31: rémunérations

Pour faire face au nombre de dossiers attendu en 2024, on estime que 31 juges équivalents temps plein (ETP) devraient exercer à la JUB:

- à savoir 5 ETP à la cour d'appel (1 président et 6 autres juges qualifiés sur le plan juridique) et
- 26 ETP au tribunal de première instance (1 président, 29 juges qualifiés sur le plan juridique et 67 juges de la JUB qualifiés sur le plan technique qui exerceront leurs fonctions soit à temps partiel, soit au cas par cas, tant pour la cour d'appel que pour le tribunal de première instance).

En outre, la JUB emploie un greffier et un greffier adjoint: 2 ETP.

Du personnel sera employé pour le centre de formation et le centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevets: 7 ETP (2 responsables, 3 secrétaires et 2 agents chargés du traitement des affaires).

En outre, le personnel sera également composé de deux nouveaux ETP qui seront employés en qualité d'assistants juridiques [1 assistant juridique pour le président de la cour d'appel et 1 assistant juridique pour le président du tribunal de première instance].

En comparaison avec les budgets précédents du premier exercice comptable (FAP) adoptés par le comité budgétaire, les estimations du présent budget pour 2024 ne prévoient qu'une *augmentation* du *temps de travail* des juges déjà nommés (à l'exception des 2 nouveaux assistants juridiques ETP).

Le calendrier de l'augmentation du temps de travail des juges est prévu comme suit:

-Pour la cour d'appel: en juillet 2024.

-Pour le tribunal de première instance: les 1^{er} mars 2024, 1^{er} juin 2024, 1^{er} septembre 2024 et 1^{er} décembre 2024.

Nombre de membres du personnel (ETP)

Période	Rémunération nette	PAP	FAP modifié	Nouvel exercice 2024
Président de la cour d'appel	13 129	1,0	1,0	1,0
Cour d'appel - Juges	12 604	1,0	2,7	4,1
Président du tribunal de première instance	12 046	1,0	1,0	1,0
Tribunal de première instance – Juges	11 572	3,0	16,2	25,1
Greffier	12 604	1,0	1,0	1,0

Greffier adjoint	11 572	1,0	1,0	1,0
<i>Total juges et greffiers</i>		8,0	22,9	33,2
Directeur du centre d'arbitrage	7 650	0,0	1,0	1,0
Directeur du centre de formation	7 650	1,0	1,0	1,0
Secrétaire du centre d'arbitrage	4 165	0,0	2,0	2,0
Secrétaire du centre de formation	4 165	0,0	1,0	1,0
Ingénieurs en informatique	4 165	0,0	0,0	0,0
Gestionnaires de dossiers	4 165	0,0	2,0	2,0
Employés de type administratif	3 635	0,0	0,0	0,0
Chef du cabinet du président	7 074	0,0	0,0	2,0
Comptables	3 109	0,0	0,0	0,0
Total membres du personnel (ETP)		9,0	29,9	42,2

Rémunérations brutes et indemnités par type d'emploi

Période	2 024
Président de la cour d'appel	€ 260 531
Cour d'appel - Juges	€ 903 329
Président du tribunal de première instance	€ 235 533
Tribunal de première instance - Juges	€ 4 564 546
Greffier	€ 248 425
Greffier adjoint	€ 224 617
<i>Total juges et greffiers</i>	€ 6 436 982
Directeur du centre d'arbitrage	€ 105 611
Directeur du centre de formation	€ 72 074
Secrétaire du centre d'arbitrage	€ 113 262
Secrétaire du centre de formation	€ 39 421
Ingénieurs en informatique	€ -
Gestionnaires de dossiers	€ 147 682
Employés de type administratif	€ -
Chef du cabinet du président	€ 252 719
Comptables	€ -
Total des rémunérations: 7 167 750 EUR	€ 7 167 750

☑ Le nombre total de membres du personnel pour l'exercice budgétaire 2024 de la JUB s'élève à 42 ETP, et les frais de personnel (y compris relatifs aux retraites et à la sécurité sociale) sont par conséquent estimés à: 8 838 176 EUR.

En l'absence d'une étude actuarielle actualisée, il convient de noter que les dépenses du régime de pension ne tiennent pas compte des éventuelles répercussions d'un changement par rapport aux hypothèses actuarielles des années 2023 et 2024 et de leur incidence sur les éventuelles charges de retraite supplémentaires requises. La charge de retraite actualisée sera prise en considération dans le budget rectificatif 2024, y compris les incidences rétrospectives (coût total estimé à 2,1 millions d'EUR). La décision des comités est nécessaire en ce qui concerne le calendrier de financement des engagements supplémentaires potentiels en matière de retraite.

Il convient également de noter que la charge salariale ne tient pas compte de l'adaptation des rémunérations. Conformément à l'article 33 du règlement régissant les conditions de service, le comité administratif, sur proposition du comité budgétaire, se prononce chaque année sur l'adaptation de la rémunération des juges, du greffier et du greffier adjoint. Cette décision aura une incidence sur le budget de 2024. La contribution des comités est nécessaire pour évaluer l'ampleur de cette incidence.

Dans l'attente d'une prise de décision, nous estimons une éventuelle incidence à hauteur de 1,3 million d'EUR, laquelle est prise en considération dans l'estimation du montant du Fonds de roulement pour 2024.

6) Chapitre 32: régimes de retraite et de sécurité sociale

Plan de retraite

Le présent budget 2024 est fondé sur les principes et les taux déjà enregistrés pour les budgets précédents, conformément aux décisions prises lors de la réunion du comité administratif du 8 juillet 2022.

Régime médical et social

Le présent budget 2024 englobe la proposition approuvée pour un régime médical et social. Les taux détaillés inclus dans le budget sont les suivants:

- 3,80 % pour la couverture médicale et sociale, 1/3 de la rémunération (1,73 %) et 2/3 (2,37 %) payés par la Juridiction;
- 0,3 % pour les frais de gestion, intégralement pris en charge par la JUB conformément au principe général selon lequel les frais de gestion sont couverts par l'employeur;
- 35 % de réduction pour les juges à temps partiel habilités (50 %) qui sont encouragés à s'en remettre à leur système national de couverture primaire;
- 5,5 % pour le risque d'invalidité/de mortalité, appliqué à l'ensemble du personnel de la JUB et intégralement pris en charge par la Juridiction.

Scheme	Staff Contribution	UPC Contribution %
Pension	10.80%	16.20%
Health	1.27%	2.83%
Invalidity/Death	0.00%	5.50%
Long-term care	0.00%	0.00%

All contributions are calculated on the gross salary.

7) Chapitres 33 à 37: dépenses de fonctionnement générales, Fonds de roulement, remboursements aux États membres et autres dépenses

Bases de données sur les dépenses opérationnelles informatiques et bibliothèque en ligne

Les dépenses opérationnelles informatiques, les bases de données et la bibliothèque en ligne coûteront respectivement 872 950 EUR et 300 000 EUR.

Veuillez consulter l'annexe 3 (mémo sur les dépenses liées aux TI).

Centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevets

Le centre de médiation et d'arbitrage fournit des services de médiation et d'arbitrage des litiges en matière de brevets qui relèvent du champ d'application de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet (accord relatif à une JUB).

Le budget du centre est compris dans le budget de la JUB. Toutefois, le directeur du centre prépare un projet de budget annuel, soumis à l'approbation du comité budgétaire de la JUB.

Étant donné que le directeur du centre n'a pas encore été nommé, les coûts de fonctionnement du centre ont été inclus dans le présent budget.

Réunions du comité administratif, du comité budgétaire et du comité consultatif

Treize réunions physiques sont prévues en 2024 (4 réunions du comité administratif de la JUB, 4 réunions du comité budgétaire de la JUB et 3 réunions du comité consultatif de la JUB).

Réunions du présidium et du greffier/greffier adjoint

Dix-sept réunions physiques sont prévues en 2024 (5 réunions du présidium de la JUB et 12 réunions du greffier/greffier adjoint de la JUB).

Déplacements professionnels

Le présent projet de budget 2024 indique une forte augmentation des dépenses. Ces dépenses témoignent des nouveaux besoins en matière de déplacements professionnels liés aux activités de la Juridiction (déplacement des juges à temps partiel jusqu'à 50 % du temps de travail ou des juges affectés au cas par cas qui ne sont pas domiciliés dans la division qui leur est attribuée, comme prévu dans l'accord relatif à une JUB).

Les frais de déplacement des délégués des États membres et du personnel de la JUB mis à disposition par les États membres conformément à l'accord relatif à une JUB pendant la période transitoire restent à la charge des États membres.

61 500 EUR	Déplacements professionnels du comité consultatif
50 840 EUR	Déplacements professionnels du présidium
599 660 EUR	Déplacements professionnels des juges
32 672 EUR	Déplacements professionnels du greffier/greffier adjoint
20 336 EUR	Déplacements professionnels du personnel du centre de formation
30 504 EUR	Déplacements professionnels du personnel du centre de médiation et d'arbitrage
<u>795 512 EUR</u>	

Formation

Le présent projet de budget 2024 tient compte des besoins continus en matière de dépenses de formation en 2024 pour les juges et le personnel de la JUB, conformément à l'article 11 de l'accord relatif à une JUB et à l'article 11 du statut de la JUB.

En outre, il tient compte du programme de formation soutenu prévu pour les juges et les membres du personnel dans les années qui suivront l'entrée en vigueur.

Les dépenses pour le centre de formation couvrent l'intégralité des frais de formation des juges nommés et du personnel de la JUB (y compris les frais de déplacement et les indemnités journalières des stagiaires) ainsi que les coûts des activités de renforcement de l'esprit d'équipe/de la formation du personnel d'appui des États membres (à l'exclusion des frais de déplacement et des indemnités journalières).

361 300 EUR	2 colloques de 3 jours pour tous les juges (qualifiés sur les plans juridique ou technique)
148 133 EUR	2 sessions/ateliers de formation de 3 jours pour les juges qualifiés sur le plan juridique
36 130 EUR	2 stages de 3 jours pour les juges moins expérimentés (environ 10 juges)
121 036 EUR	1 session de formation de 3 jours pour les juges qualifiés sur le plan technique uniquement
25 291 EUR	2 sessions de formation de 3 jours pour le personnel administratif de la JUB
50 000 EUR	Renforcement de l'esprit d'équipe et formation du personnel d'appui des États membres (2 formations)
150 000 EUR	Formations au système de gestion des dossiers (CMS) (honoraires des formateurs)
10 000 EUR	Cours de gestion

159 840 EUR	Cours de langues
228 335 EUR	Frais d'installation et de mobilier pour le centre de formation
1 290 065 EUR	

Il convient de noter que l'estimation des coûts d'installation et de mobilier pour le centre de formation est fondée sur des hypothèses théoriques. La contribution du comité administratif concernant le lieu et le calendrier de la mise en place du centre de formation est nécessaire pour évaluer l'ampleur de l'impact financier.

Remboursements aux États membres

Le montant prévu au budget est lié aux avances du Royaume-Uni concernant la pré-PAP et sera abordé dans une décision distincte.

Fonds de roulement

Le montant de 2 707 849 EUR pour le Fonds de roulement a été calculé sur la base des ratios normalisés qui ont été actualisés et révisés pour le budget 2024.

En ce qui concerne la JUB, le Fonds de roulement vise en particulier à:

- couvrir la liquidité à court terme de la Juridiction: (équivalent de 2 mois s'élevant à 890 708 EUR pour couvrir les salaires et les frais généraux de fonctionnement, mais diminué des avances payables par le Royaume-Uni d'une valeur de 544 613 EUR, qui sont présentées dans une rubrique distincte dans le budget 2024);
- couvrir les dépenses inévitables et légitimes ne pouvant pas être estimées avec précision au moment de l'adoption du budget (équivalent de 10 % des dépenses générales de fonctionnement estimées et à hauteur de 522 014 EUR);
- fournir des fonds pour répondre à des besoins imprévus liés à l'augmentation des lignes budgétaires sans que cela ne nécessite de contributions supplémentaires de la part des États membres, sur la base de décisions prises par le présidium conformément au règlement financier (estimé à 1 295 127 EUR pour couvrir les adaptations de rémunérations).

Autres dépenses

Les autres dépenses suivantes sont prévues comme suit:

791 200 EUR	Coûts de traduction, publication et communication
718 000 EUR	Services de conseil (conseils juridiques et de conformité, conseils en comptabilité,
100 000 EUR	Collège des commissaires
245 426 EUR	Redevances et taxes de maintenance du CMS
650 000 EUR	Aide juridictionnelle et remboursement à des tiers
75 000 EUR	Autres coûts
2 156 EUR	Frais bancaires

8) Chapitre 41: dépenses en capital liées aux TI:

Les dépenses en capital liées aux TI (notamment SAGE, EDUCOS, CMS, le site web de la JUB) s'élèveront à 2 281 000 EUR.

Ce montant témoigne de la nécessité de finaliser, de corriger et d'améliorer le système de gestion des dossiers (CMS) (en y ajoutant les flux de travail qui n'ont pas encore été configurés, en apportant des corrections aux flux de travail qui ne sont pas correctement configurés, en corrigeant les bogues et en ajoutant de nouvelles fonctionnalités), compte tenu de son importance pour les utilisateurs et les activités de la Juridiction.

Veuillez consulter l'annexe 3 (mémo sur les dépenses liées aux TI) pour plus d'informations.

Annexe 1: Budget de la Juridiction unifiée du brevet

Annexe 1.1: budget de la Juridiction unifiée du brevet: crédits

Section	Title	PAP	Actual PAP as of 31.05.2023 (cash Basis)	FAP	Amended FAP 06 2023	Draft Budget 2024
3	Operating and Financial Expenditure	€ 9 334 397	€ 4 775 051	€ 9 452 154	€ 11 922 406	€ 18 062 940
31	Salaries	€ 1 083 293	€ 865 840	€ 2 983 010	€ 3 498 400	€ 7 167 750
311	Court of Appeal	€ 306 891	€ 233 787	€ 401 831	€ 539 202	€ 1 163 860
312	Court of first instance	€ 550 474	€ 459 213	€ 1 917 946	€ 2 275 615	€ 4 800 080
313	Registrar & deputy registrar	€ 187 391	€ 172 839	€ 275 941	€ 296 291	€ 473 042
314	Other staff directly employed by the Court	€ 38 537	€ -	€ 387 292	€ 387 292	€ 730 768
32	Pension and social security contributions	€ 246 360	€ 218	€ 683 894	€ 1 174 338	€ 1 670 426
321	Court of Appeal	€ 70 629	€ -	€ 94 746	€ 222 696	€ 274 641
322	Court of first instance	€ 125 815	€ 218	€ 442 684	€ 731 958	€ 1 127 234
323	Registrar & deputy registrar	€ 42 119	€ -	€ 65 519	€ 138 738	€ 112 318
324	Other staff directly employed by the Court	€ 7 797	€ -	€ 80 946	€ 80 946	€ 156 233
325	Pension and social security contributions to national systems	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
33	General operating expenses	€ 3 707 993	€ 1 162 783	€ 2 951 604	€ 4 416 023	€ 5 220 147
331	IT Operating Expenditure, databases and eLibrary	€ 679 547	€ 392 405	€ 445 100	€ 677 719	€ 1 172 950
332	Meetings of the Committees	€ 20 615	€ 908	€ 9 660	€ 9 660	€ 9 555
333	Translation, publication & communication costs	€ 316 500	€ 74 337	€ 425 400	€ 465 927	€ 791 200
334	Training centre	€ 899 047	€ 483 179	€ 760 758	€ 909 735	€ 1 290 065
335	Mediation and arbitration centre	€ -	€ -	€ 143 750	€ 143 750	€ 110 733
336	Duty travel	€ 418 800	€ 93 929	€ 313 494	€ 313 824	€ 795 512
337	Consultancy and audit	€ 264 167	€ 25 860	€ 562 667	€ 780 473	€ 718 000
338	Charges for Cases and Applications	€ 1 000 000	€ -	€ 220 776	€ 1 039 936	€ 257 132
339	Others	€ 109 317	€ 92 165	€ 70 000	€ 75 000	€ 75 000
34	Working Capital Fund	€ 1 000 000	€ -	€ 2 410 637	€ 2 410 637	€ 2 707 848
341	Working Capital Fund	€ 1 000 000	€ -	€ 2 410 637	€ 2 410 637	€ 2 707 848
35	Repayments to MS	€ 3 280 689	€ 2 736 076	€ 100 000	€ 100 000	€ 544 613
351	Asset-related repayments	€ -	€ -	€ -	€ -	€ 544 613
352	Other repayments	€ 3 280 689	€ 2 736 076	€ 100 000	€ 100 000	€ -
36	Legal aid and reimbursement to third parties	€ -	€ -	€ 317 500	€ 317 500	€ 750 000
361	Legal aid	€ -	€ -	€ 87 500	€ 87 500	€ 150 000
362	Reimbursements to third parties	€ -	€ -	€ 230 000	€ 230 000	€ 600 000
37	Other general operating expenses	€ 3 063	€ 364	€ 5 508	€ 5 508	€ 2 156
371	Non-refundable taxes & public levies	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
374	Foreign currency losses	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
375	Damages/internal appeals Damages, internal appeals	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
376	Bank charges	€ 3 063	€ 364	€ 5 508	€ 5 508	€ 2 156
38	Depreciation and amortization expense	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
381	Depreciation of fixed assets	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
382	Amortisation of intangible assets	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
39	Financial expenses	€ 13 000	€ 9 771	€ -	€ -	€ -
4	Capital expenditure	€ 798 460	€ 308 736	€ 290 500	€ 725 608	€ 2 281 000
41	IT Capital expenditure	€ 798 460	€ 308 736	€ 290 500	€ 725 608	€ 2 281 000
411	IT Capital expenditure	€ 798 460	€ 308 736	€ 290 500	€ 725 608	€ 2 281 000
5	Revenue	€ 10 132 857	€ 9 976 403	€ 9 742 654	€ 12 648 014	€ 20 343 940
51	Revenue from court fees	€ -	€ -	€ 1 050 000	€ 1 050 000	€ 4 500 000
511	Court fees	€ -	€ -	€ 1 050 000	€ 1 050 000	€ 4 500 000
512	Income from mediation centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
513	Income from arbitration centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
52	Contributions by participating Member States	€ 9 889 063	€ 9 763 552	€ 8 059 015	€ 10 874 178	€ 14 271 450
522	Contribution to assets and operating expenses	€ 8 889 063	€ 8 776 244	€ 5 648 378	€ 8 463 540	€ 11 563 602
523	Contributions to the Working Capital	€ 1 000 000	€ 987 308	€ 2 410 637	€ 2 410 637	€ 2 707 848
53	Other operating income	€ 243 794	€ 212 851	€ 633 638	€ 723 836	€ 1 572 490
531	Other court fees	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
532	Income from training centre	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
533	Internal tax	€ 243 794	€ 212 851	€ 633 638	€ 723 836	€ 1 572 490
535	Foreign currency gains	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
54	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
541	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
55	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
551	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
6	PSSS Expenditure	€ 367 532	€ -	€ 1 020 266	€ 1 629 488	€ 2 492 021
610	Payments from Social Security Schemes	€ 367 532	€ -	€ 1 020 266	€ 1 629 488	€ 2 492 021
7	PSSS Income	€ 367 532	€ -	€ 1 020 266	€ 1 629 488	€ 2 492 021
710	Income Social Security Schemes	€ 367 532	€ -	€ 1 020 266	€ 1 629 488	€ 2 492 021

Annexe 1.2: hypothèses préliminaires pour les quatre prochaines années:

Section	Title	assumptions 2025	assumptions 2026	assumptions 2027	assumptions 2028
3	Operating and Financial Expenditure	€ 20 517 367	€ 24 273 826	€ 25 921 967	€ 26 434 810
31	Salaries	€ 7 988 000	€ 9 439 264	€ 9 407 764	€ 9 407 764
311	Court of Appeal	€ 2 163 507	€ 2 617 595	€ 2 608 145	€ 2 608 145
312	Court of first instance	€ 4 496 231	€ 5 493 407	€ 5 471 357	€ 5 471 357
313	Registrar & deputy registrar	€ 473 042	€ 473 042	€ 473 042	€ 473 042
314	Other staff directly employed by the Court	€ 855 220	€ 855 220	€ 855 220	€ 855 220
32	Pension and social security contributions	€ 1 878 188	€ 2 224 672	€ 2 224 672	€ 2 224 672
321	Court of Appeal	€ 508 529	€ 620 157	€ 620 157	€ 620 157
322	Court of first instance	€ 1 062 441	€ 1 297 296	€ 1 297 296	€ 1 297 296
323	Registrar & deputy registrar	€ 112 318	€ 112 318	€ 112 318	€ 112 318
324	Other staff directly employed by the Court	€ 194 901	€ 194 901	€ 194 901	€ 194 901
325	Pension and social security contributions to national systems	€ -	€ -	€ -	€ -
33	General operating expenses	€ 6 174 243	€ 7 178 022	€ 8 153 363	€ 8 479 098
331	IT Operating Expenditure, databases and eLibrary	€ 1 385 720	€ 1 450 000	€ 1 477 929	€ 1 491 507
332	Meetings of the Committees	€ 10 140	€ 10 179	€ 10 881	€ 11 583
333	Translation, publication & communication costs	€ 818 400	€ 944 000	€ 1 069 600	€ 1 119 600
334	Training centre	€ 1 203 928	€ 1 334 170	€ 1 388 870	€ 1 443 919
335	Mediation and arbitration centre	€ 113 247	€ 120 681	€ 128 634	€ 137 145
336	Duty travel	€ 1 928 180	€ 2 597 336	€ 3 344 437	€ 3 513 987
337	Consultancy and audit	€ 522 629	€ 529 656	€ 536 837	€ 544 175
338	Charges for Cases and Applications	€ 120 000	€ 120 000	€ 124 175	€ 145 182
339	Others	€ 72 000	€ 72 000	€ 72 000	€ 72 000
34	Working Capital Fund	€ 3 224 453	€ 3 778 948	€ 4 033 002	€ 4 119 864
341	Working Capital Fund	€ 3 224 453	€ 3 778 948	€ 4 033 002	€ 4 119 864
35	Repayments to MS	€ -	€ -	€ -	€ -
351	Asset-related repayments	€ -	€ -	€ -	€ -
352	Other repayments	€ -	€ -	€ -	€ -
36	Legal aid and reimbursement to third parties	€ 1 250 000	€ 1 650 000	€ 2 100 000	€ 2 200 000
361	Legal aid	€ 150 000	€ 150 000	€ 300 000	€ 300 000
362	Reimbursements to third parties	€ 1 100 000	€ 1 500 000	€ 1 800 000	€ 1 900 000
37	Other general operating expenses	€ 2 483	€ 2 921	€ 3 167	€ 3 413
371	Non-refundable taxes & public levies	€ -	€ -	€ -	€ -
374	Foreign currency losses	€ -	€ -	€ -	€ -
375	Damages/internal appeals Damages, internal appeals	€ -	€ -	€ -	€ -
376	Bank charges	€ 2 483	€ 2 921	€ 3 167	€ 3 413
38	Depreciation and amortization expense	€ -	€ -	€ -	€ -
381	Depreciation of fixed assets	€ -	€ -	€ -	€ -
382	Amortisation of intangible assets	€ -	€ -	€ -	€ -
39	Financial expenses	€ -	€ -	€ -	€ -
4	Capital expenditure	€ 1 423 150	€ 450 109	€ 387 036	€ 396 212
41	IT Capital expenditure	€ 1 423 150	€ 450 109	€ 387 036	€ 396 212
411	IT Capital expenditure	€ 1 423 150	€ 450 109	€ 387 036	€ 396 212
5	Revenue	€ 21 940 517	€ 24 723 935	€ 26 309 003	€ 26 831 022
51	Revenue from court fees	€ 8 700 000	€ 11 400 000	€ 14 200 000	€ 14 200 000
511	Court fees	€ 8 700 000	€ 11 400 000	€ 14 200 000	€ 14 200 000
512	Income from mediation centre	€ -	€ -	€ -	€ -
513	Income from arbitration centre	€ -	€ -	€ -	€ -
52	Contributions by participating Member States	€ 11 472 192	€ 11 212 006	€ 9 997 074	€ 10 519 093
522	Contribution to assets and operating expenses	€ 8 247 739	€ 7 433 058	€ 5 964 072	€ 6 399 228
523	Contributions to the Working Capital	€ 3 224 453	€ 3 778 948	€ 4 033 002	€ 4 119 864
53	Other operating income	€ 1 768 325	€ 2 111 929	€ 2 111 929	€ 2 111 929
531	Other court fees	€ -	€ -	€ -	€ -
532	Income from training centre	€ -	€ -	€ -	€ -
533	Internal tax	€ 1 768 325	€ 2 111 929	€ 2 111 929	€ 2 111 929
535	Foreign currency gains	€ -	€ -	€ -	€ -
54	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -
541	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -
55	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -
551	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -
6	PSSS Expenditure	€ 2 801 971	€ 3 318 872	€ 3 318 872	€ 3 318 872
610	Payments from Social Security Schemes	€ 2 801 971	€ 3 318 872	€ 3 318 872	€ 3 318 872
7	PSSS Income	€ 2 853 050	€ 3 911 873	€ 4 811 799	€ 5 879 286
710	Income Social Security Schemes	€ 2 853 050	€ 3 911 873	€ 4 811 799	€ 5 879 286

* Les budgets 2025-2028 reposent sur des prévisions fondées sur des hypothèses théoriques et ne devraient pas engager la Juridiction.

Annexe 2: contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2024:**Annexe 2.1: contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2024:**

Member State	Contribution key (PC/02/041114)	Ratification Yes=1, No=0	Distribution key for accessing states	Contributions to Working Capital Fund 2024 (1)	Contributions to operating Expenses and IT Capex	Total contribution due	Total contribution due before February 15th 2024 (1) &(2)	Total contribution due before February June 1. 2024(2)
AT	2.66	1.00	3.22	€ 87 065	€ 371 802	€ 458 867	272 966€	185 901€
BE	3.39	1.00	4.10	€ 110 959	€ 473 838	€ 584 797	347 878€	236 919€
BG	0.14	1.00	0.17	€ 4 582	€ 19 569	€ 24 151	14 367€	9 784€
CY	0.24	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
CZ	0.50	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
DE	38.77	1.00	46.86	€ 1 268 987	€ 5 419 084	€ 6 688 071	3 978 529€	2 709 542€
DK	1.62	1.00	1.96	€ 53 024	€ 226 436	€ 279 460	166 242€	113 218€
EE	0.11	1.00	0.13	€ 3 600	€ 15 375	€ 18 976	11 288€	7 688€
FI	1.07	1.00	1.29	€ 35 022	€ 149 559	€ 184 582	109 802€	74 780€
FR	17.02	1.00	20.57	€ 557 084	€ 2 378 974	€ 2 936 058	1 746 571€	1 189 487€
GR	0.85	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
HU	0.60	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
IE	1.18	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
IT	6.44	1.00	7.78	€ 210 789	€ 900 152	€ 1 110 941	660 865€	450 076€
LT	0.10	1.00	0.12	€ 3 273	€ 13 978	€ 17 251	10 262€	6 989€
LU	0.63	1.00	0.76	€ 20 621	€ 88 058	€ 108 679	64 650€	44 029€
LV	0.04	1.00	0.05	€ 1 309	€ 5 591	€ 6 900	4 105€	2 796€
MT	0.01	1.00	0.01	€ 327	€ 1 398	€ 1 725	1 026€	699€
NL	6.66	1.00	8.05	€ 217 989	€ 930 903	€ 1 148 892	683 441€	465 451€
PL	1.05	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
PT	1.04	1.00	1.26	€ 34 040	€ 145 366	€ 179 407	106 724€	72 683€
RO	0.38	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
SE	2.83	1.00	3.42	€ 92 629	€ 395 564	€ 488 193	290 411€	197 782€
SI	0.20	1.00	0.24	€ 6 546	€ 27 955	€ 34 501	20 524€	13 978€
SK	0.26	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
UK	12.12	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	- €	- €
	99.91	82.73	100.00	€ 2 707 848	€ 11 563 602	€ 14 271 450	€ 8 489 649	€ 5 781 801

- (1) L'article 63, paragraphe 3, du règlement financier de la JUB prévoit ce qui suit: «[a]près détermination du montant du Fonds de roulement, le Présidium de la Juridiction communique aux États membres contractants ayant ratifié l'accord leur engagement au titre des avances au Fonds de roulement. Les avances sont considérées comme dues et exigibles intégralement dans un délai de 45 jours après réception de la communication du Présidium de la Juridiction.» Pour des raisons pratiques, il sera exigé que le Fonds de roulement pour 2024 ainsi que la première moitié de la contribution opérationnelle totale estimée pour 2024 soient versés avant le 15 février 2024.
- (2) L'article 7 du règlement financier de la JUB prévoit que, si le budget a été adopté avant le 1^{er} janvier, 50 % de la contribution prévue aux articles 36 et 37, paragraphes 3 et 4, de l'Accord doit être versé avant le 15 février, et les derniers 50 % avant le 1^{er} juin.

Annexe 2.2 Contributions à fournir (compensation à l'aide du Fonds de roulement du PAP)

L'article 63, paragraphe 7, du règlement financier de la JUB prévoit ce qui suit: «[t]out excès de trésorerie du Fonds de roulement est affecté entre les États membres contractants proportionnellement au barème convenu, conformément à l'article 37, paragraphes 3 et 4, de l'Accord. Le 1^{er} janvier suivant l'année au cours de laquelle la vérification des comptes de l'exercice financier est achevée, le montant ainsi affecté à un État membre contractant est versé à cet État

membre contractant si ses contributions pour cet exercice financier ont été intégralement payées et est utilisé pour liquider, en tout ou en partie, d'abord les avances dues au Fonds de roulement, ensuite les éventuels retards de paiement des contributions estimées et enfin les contributions évaluées pour l'année civile suivant l'année au cours de laquelle la vérification a été effectuée.»

Étant donné que l'audit de la PAP a été finalisé en 2023 et avant l'appel des contributions budgétaires pour 2024, et conformément à la décision du comité budgétaire du 26 juin 2023 prévoyant que le solde du Fonds PAP non utilisé de la Juridiction, d'un montant total de 2 021 162 EUR (y compris le montant du Fonds de roulement déjà adopté d'une valeur de 1 000 000 d'EUR pour la PAP), sera affecté au Fonds de roulement de la Juridiction, le montant de 2 021 162 EUR pourrait être compensé par l'appel budgétaire pour 2024 de la manière suivante:

Member State	Contribution key (PC/02/041114)	Ratification Yes=1, No=0	Distribution key for accessing states	Contributions to Working Capital Fund PAP (A)	Contributions to Working Capital Fund 2024 (B)	Remaining Contributions to Working Capital Fund 2024 after Compensation (C)=(B)-(A)	Contributions to operating Expenses and IT Capex (D)	Total contribution due (F)	Total contribution due before February 15th 2024 ((D)/2+(C))	Total contribution due before February June 1. 2024 (D)/2
AT	2.66	1.00	3.22	€ 64 986	€ 87 065	€ 22 079	€ 371 802	€ 393 881	207 980€	185 901€
BE	3.39	1.00	4.10	€ 82 820	€ 110 959	€ 28 138	€ 473 838	€ 501 976	265 057€	236 919€
BG	0.14	1.00	0.17	€ 3 420	€ 4 582	€ 1 162	€ 19 569	€ 20 731	10 946€	9 784€
CY	0.24	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
CZ	0.50	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
DE	38.77	1.00	46.86	€ 947 183	€ 1 268 987	€ 321 804	€ 5 419 084	€ 5 740 888	3 031 346€	2 709 542€
DK	1.62	1.00	1.96	€ 39 578	€ 53 024	€ 13 447	€ 226 436	€ 239 882	126 664€	113 218€
EE	0.11	1.00	0.13	€ 2 687	€ 3 600	€ 913	€ 15 375	€ 16 288	8 601€	7 688€
FI	1.07	1.00	1.29	€ 26 141	€ 35 022	€ 8 881	€ 149 559	€ 158 441	83 661€	74 780€
FR	17.02	1.00	20.57	€ 415 813	€ 557 084	€ 141 272	€ 2 378 974	€ 2 520 245	1 330 759€	1 189 487€
GR	0.85	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
HU	0.60	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
IE	1.18	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
IT	6.44	1.00	7.78	€ 157 335	€ 210 789	€ 53 454	€ 900 152	€ 953 606	503 530€	450 076€
LT	0.10	1.00	0.12	€ 2 443	€ 3 273	€ 830	€ 13 978	€ 14 808	7 819€	6 989€
LU	0.63	1.00	0.76	€ 15 391	€ 20 621	€ 5 229	€ 88 058	€ 93 288	49 258€	44 029€
LV	0.04	1.00	0.05	€ 977	€ 1 309	€ 332	€ 5 591	€ 5 923	3 128€	2 796€
MT	0.01	1.00	0.01	€ 244	€ 327	€ 83	€ 1 398	€ 1 481	782€	699€
NL	6.66	1.00	8.05	€ 162 709	€ 217 989	€ 55 280	€ 930 903	€ 986 183	520 732€	465 451€
PL	1.05	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
PT	1.04	1.00	1.26	€ 25 408	€ 34 040	€ 8 632	€ 145 366	€ 153 999	81 315€	72 683€
RO	0.38	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
SE	2.83	1.00	3.42	€ 69 139	€ 92 629	€ 23 490	€ 395 564	€ 419 054	221 272€	197 782€
SI	0.20	1.00	0.24	€ 4 886	€ 6 546	€ 1 660	€ 27 955	€ 29 615	15 638€	13 978€
SK	0.26	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
UK	12.12	0.00	0.00	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	- €	- €
	99.91	82.73	100.00	€ 2 021 162	€ 2 707 848	€ 686 686	€ 11 563 602	€ 12 250 288	€ 6 468 487	€ 5 781 801

Annexe 3: remarques concernant les dépenses liées aux TI dans le budget 2024.

Chapitre 411 – Dépenses en capital liées aux TI: systèmes et services intégrés

Les investissements nécessaires (dépenses en capital) pour 2024 s'élèvent à : **2 281 000 EUR**. Ils sont répartis en fonction des solutions, comme suit:

- **Logiciel du CMS (budget: 1 320 000 EUR)**

Le budget est fixé à 1 320 000 EUR, car les activités de la JUB seront à l'origine de nouveaux besoins. En effet, la portée des fonctionnalités utilisées dans le CMS augmentera [par exemple, la mise en œuvre des fonctions toujours manquantes, la correction des bogues et l'amélioration des fonctions existantes (voir la liste indicative des tâches les plus urgentes en annexe), l'introduction d'autres types d'actions, le lancement des premiers dossiers pour la cour d'appel] tout comme le taux d'utilisation (augmentation du nombre de dossiers, augmentation de l'activité dans les dossiers). À titre de référence, l'arriéré des demandes de modification (daté du 30 juillet 2023) fourni en annexe, qui est fondé sur les activités actuelles de la Juridiction (à la mi-juillet, 38 dossiers d'actions en contrefaçon, d'actions en nullité et de mesures provisoires), montre l'ampleur et le type de modifications qui sont actuellement nécessaires aux activités menées dans le CMS.

En outre, pour assurer une bonne réactivité dans le traitement de ces demandes de modification, une équipe spécialisée doit veiller à ce que le fournisseur du CMS (Service net) maintienne une capacité de production suffisante.

Sur la base de ces éléments, nous estimons qu'il est nécessaire de prévoir un budget pour une équipe spécialisée «Net Service» de taille correspondant à 12 ETP (équivalents à temps plein), composée principalement de développeurs, d'analystes, de testeurs et de gestionnaires. Le budget pour 12 ETP x 220 jours x 500 EUR (taux moyen) équivaut donc à 1 320 000 EUR.

- **Solution CMS pour le centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevet (budget: 250 000 EUR)**

La solution CMS pour le centre devrait être mise en œuvre au plus tard en 2024. Les estimations couvrent le coût des licences et 250 jours de consultation externe pour analyser, mettre en œuvre et tester la solution future.

- **Site web (60 000 EUR)**

Mise à niveau des pages du site web afin d'y inclure la liste des jugements et le calendrier élaborés à partir des données extraites directement et automatiquement du CMS. En outre, certaines améliorations ont été apportées à la page de recherche des dossiers afin que les utilisateurs puissent y trouver davantage d'informations.

- **Fonctions générales – Modules de planification des ressources (ERP) (budget: 111 000 EUR)**

- élaboration du logiciel financier (SAGE) incluant l'ajout de la réalisation des événements comptables et du module budgétaire;
- numérisation des flux pour soutenir les engagements et le processus de paiement des factures;
- diverses adaptations du logiciel des ressources humaines (Educos).

- **Solution et outils d'analyse et d'établissement de rapports (budget: 300 000 EUR)**

Mise à disposition d'un système d'analyse et d'établissement de rapports relatif aux données extraites de nos solutions (CMS, finance, RH, etc.). Comprend l'analyse, la mise en place et le test d'un entrepôt de données, une procédure de chargement des données et la mise en place d'un outil d'établissement de rapports/d'analyse des données (coûts de licence).

- **Autres solutions logicielles (budget: 240 000 EUR)**

Les coûts de consultation informatique pour l'amélioration de notre système opérationnel, tels que (mais pas uniquement) l'authentification de Luxtrust (par exemple, l'authentification forte du logiciel), la gestion de l'API (Apigee), le système de tickets (GLPI) et la solution de recrutement (Reach Me).

Chapitre 331 – Dépenses opérationnelles informatiques et bases de données (licences eLibrary non comprises)

Un total de **873 000 EUR** est prévu pour assurer les opérations informatiques (dépenses de fonctionnement), qui se répartissent comme suit:

- **Soutien annuel de nos solutions actuelles (budget: 282 000 EUR)**

	Budget 2024 (en EUR)
Maintenance et assistance CMS *	0
Fonctions générales – Modules ERP	
Finance (SAGE)	10 000
RH (Educos)	55 000
Luxtrust pour les RH (Educos)	21 750
Outil de recrutement RH (Reach Me)	4 300
Site web - Présence en ligne	
Site web de la juridiction	15 000
Gouvernance informatique – Opérations	
Système de billetterie (GLPI)	12 000
Gestion des fournisseurs d'intergiciels d'authentification forte	60 000
Authentification (50 coupons Luxtrust supplémentaires)	9 000
API publiques et privées (Apigee)	51 900
Domaines web (CloudFlare)	3 000
Vidéoconférence intégrée – 50 comptes (NTT)	40 000

(*) La maintenance du CMS et le soutien au CMS sont couverts par les frais de procédure (ils ne font pas partie du présent budget)

- **Soutien annuel de nos nouvelles solutions (budget: 172 000 EUR)**

Les solutions actuelles pour le courrier électronique (Kopano) et le partage de fichiers (NextCloud) ne fonctionnant pas de manière satisfaisante (lenteur et indisponibilité fréquente), il est prévu de les remplacer par une plateforme d'outils collaboratifs plus robuste (intégrant également davantage de fonctionnalités – par exemple, la possibilité de discuter en ligne).

En outre, de nouveaux besoins ont été recensés [outil de traduction (pour éviter les coûts des traductions «manuelles»), outil d'anonymisation (pour garantir le respect du RGPD conformément à la règle 262, paragraphe 1, du règlement intérieur de la JUB) et Adobe Acrobat PRO (pour permettre aux juges et aux greffiers de travailler plus efficacement et de gagner du temps)].

Ce soutien suppose des coûts récurrents supplémentaires:

	Budget 2024 (en EUR)
Plateforme de collaboration	66 000
Outil de traduction (90 utilisateurs)	27 000
Outil d'anonymisation	60 000
Adobe Acrobat PRO (90 utilisateurs)	19 000

- **Infrastructure (budget: 224 000 EUR)**

Les périodes «Sunrise» et «Entry-Into-Force» ont mis en évidence la nécessité d'accroître les capacités de nos infrastructures. En effet, la lenteur (par exemple le traitement des décisions de dérogation) et l'indisponibilité (par exemple l'interruption du service de courrier électronique) ont nécessité la mise en place i) de nouveaux espaces (par exemple pour héberger la base de données séparément), ii) l'augmentation de l'unité centrale de traitement (capacité de traitement) et l'augmentation de la RAM (espace mémoire). En outre, le type de service proposé par notre fournisseur d'infrastructures (Telindus) est en cours d'évolution vers un type de contrat IaaS (infrastructure à la demande), de façon à bénéficier d'un service de meilleure qualité. Par conséquent, les coûts récurrents sont plus élevés pour la partie d'accueil.

Il convient d'améliorer les performances et éventuellement de renforcer la sécurité de l'infrastructure. Un budget provisoire est prévu à cet effet.

Il est recommandé de prévoir un espace supplémentaire pour la formation (aujourd'hui, on utilise un espace d'essai et de maintenance: CASTOR & CERUS).

Enfin, en 2024, un test de reprise des activités est prévu avec l'aide de l'entreprise responsable de notre infrastructure.

Le budget pour la partie infrastructure est réparti comme suit:

	Budget 2024 (en EUR)
Hébergement	140 000
Améliorations de l'infrastructure TI	42 000
Renforcement des aspects sécuritaires	15 000
Nouvel espace (objectifs de formation)	17 000
Test de rétablissement après sinistre (continuité de l'activité)	10 000

- **Consultance et soutien informatiques externes (budget: 195 000 EUR)**

Des services de conseil et de soutien sont prévus pour 2024. Les services concernés sont les suivants:

- la réalisation d'un audit de sécurité (y compris des tests d'intrusion);
- une assistance sur des questions juridiques et de conformité (par exemple, une aide à la rédaction des conditions générales, des conseils sur les contrats avec des fournisseurs);

- des conseils ciblés à l'intention des analystes des activités afin d'accroître le niveau de connaissances sur le CMS des équipes de soutien aux utilisateurs (équipe d'exploitation et de soutien informatique de la JUB);
- des services de soutien en cas d'imprévus avec nos solutions ou notre infrastructure.

Le détail du budget par type de service de consultance est décrit ci-dessous:

	Budget 2024 (en EUR)
Sécurité informatique	25 000
Amélioration du soutien aux services (200 jours * 600 EUR/jour)	120 000
Assistance diverse (50 jours * 600 EUR/jour)	30 000
Frais de déplacement *	20 000

() Les frais de déplacement sont considérés séparément étant donné que les services peuvent être exécutés sur place ou à distance.*

Tableau 1: Demande de modification du CMS.

ID	Type (Bug, Request, CR)	CR ID	Source	Domain	Category	ROP	Title	Opening date	Provider Est. Effort (Tshirts)
3972	Request		GLPI	CMS	Authentication		[Pre-Production] account creation issue on CERUS	30/06/2023 10:28	X5
4426	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Pre Prod] CERUS - Account creation issue	09/06/2023 14:55	X5
4646	Bug		CABList	CMS	API		[CAB LIST] Court division does not appear correctly in the website- publ	19/06/2023 14:59	X5
4514	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Issues with authentication certificate issued in Czech Republic	13/06/2023 22:59	X5
4224	Bug		CABList	CMS	API		[CAB LIST] Judges email appears in public APIs	21/06/2023 13:37	X5
4930	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Trust card users	30/06/2023 08:43	X5
4927	Bug		GLPI	CMS			VERY URGENT! Request for technical second level support	29/06/2023 22:53	X5
5077	Bug		GLPI	CMS	Signature		Wrong PDF/A format	07/07/2023 20:38	X5
4999	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Registration	04/07/2023 13:58	X5
5053	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Konto	06/07/2023 13:21	X5
4436	Bug		CABList	CMS	ProceedingSearch		[PROD] Duplicate entries in Proceeding Search page in Action/Applicati	12/06/2023 08:26	X5
4805	Bug		GLPI	CMS	Authentication		smart card is not associated with any user	26/06/2023 12:35	X5
4809	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Issues with authentication certificate issued in Czech Republic	26/06/2023 13:19	X5
5073	Bug		GLPI	CMS	representative		Wrong Representation entitlement	07/07/2023 16:13	X5
5031	Bug		GLPI	CMS			RE: [GLPI #0005004] New followup RE: [GLPI #0004968] Closing of the tick	05/07/2023 14:20	X5
4939	Bug		GLPI	CMS			UPC CMS	30/06/2023 12:50	X5
5009	Bug		CABList	CMS	CaseNumbering		Case Numbering - Multiple discrepancies in screen and template - Be co	05/07/2023 07:41	L
5069	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Production] Delete account	07/07/2023 13:06	X5
4732	Bug		GLPI	CMS			Change of postal address	21/06/2023 17:55	X5
5062	Bug		GLPI	CMS			Allocation of representatives to pending proceedings	06/07/2023 17:04	X5
5063	Bug		GLPI	CMS			Technical question: Separate filing of statement of defense / countercla	06/07/2023 16:43	X5
6056	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		How to populate country abbreviations in an application to opt out	06/07/2023 15:09	X5
4843	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] Receipt document Blanco	27/06/2023 15:16	X5
4798	Bug		CABList	CMS	Document		high priority - download of document with access code for defendant b	26/06/2023 10:33	S
4870	Bug		CABList	CMS	Document		wrong order template available for download	28/06/2023 10:23	S
4403	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] OptOut Ack doe missing	09/06/2023 09:23	X5
4546	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] Receipt missing	15/06/2023 08:58	X5
4740	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		[Production] CMS Opt-Out case 265803 / 2023	22/06/2023 09:17	X5
4832	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] Receipt document Blanco	27/06/2023 10:59	X5
4849	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		[Production] OptOut issues	27/06/2023 14:09	X5
4880	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] Receipt document Blanco	28/06/2023 14:25	X5
4890	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Production] HASH recovery code	28/06/2023 16:25	X5
5052	Bug		GLPI	CMS			Download All Documents of cases	06/07/2023 13:10	X5
4874	Bug		CABList	CMS	Document		Judge's download of template visible to the public	28/06/2023 14:57	X5
4918	Bug		GLPI	CMS	Document		CMS problem related to access to documents	29/06/2023 14:57	X5
4933	Bug		GLPI	CMS	Receipt		App #36889/2023	30/06/2023 09:52	X5
4993	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		New request Missing filing receipts for opt out requests	29/06/2023 13:14	X5
4722	Bug		GLPI	CMS	Authentication		smart card not associated with my CMS account	23/06/2023 13:07	X5
4854	Bug		GLPI	CMS	Receipt		Receipt is blank	27/06/2023 17:31	X5
4771	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Verify for Opt Out of the European Patent application no. EP4116243	22/06/2023 13:40	X5
4841	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Correction of opt-out	27/06/2023 14:46	X5
5045	Bug		GLPI	CMS	Document		[PROD] Documents not displayed in the Search Functionality (within pr	06/07/2023 08:20	X5
4545	Bug		GLPI	CMS	Document		Receipt Opt-out EP 377806	15/06/2023 08:45	X5
4960	Bug		GLPI	CMS	Document		[Fast Lane] CMS Issue regarding documents	03/07/2023 10:29	X5
5046	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Production] Account creation issue	06/07/2023 09:08	X5
5017	Bug		GLPI	CMS	Document		problem with CMS and opt-out	06/07/2023 13:09	X5
5038	Bug		GLPI	CMS	Document		retrieving documents seems impossible	05/07/2023 16:20	X5
5028	Bug		GLPI	CMS	Authentication		Sign In is not possible	05/07/2023 13:18	X5
5034	Bug		GLPI	CMS	representative		Problems registered as a representative	05/07/2023 15:05	X5
4815	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[Production] Acknowledgment e-mail	26/06/2023 15:06	X5
4761	Bug		CABList	CMS	Receipt		[PROD] OptOut - Missing receipt - Regenerate the receipt (case UPC AP	22/06/2023 14:56	S
4990	Bug		GLPI	CMS	Document		Receipt document missing	04/07/2023 13:05	X5
5020	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Patent selection in CMS - opt-out form not working	05/07/2023 10:09	X5
4958	Bug		CABList	CMS			[2.3.1] Rule 220.1(c) workflow	03/07/2023 00:00	X5
4934	Bug		CABList	CMS	Expert		workflow preservation of evidence - availability of expert report	30/06/2023 10:08	M
4938	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Some doubts for filing "Opt-out"	04/07/2023 12:39	X5
4914	Bug		GLPI	CMS	Document		Antrag auf Eintragung / Upload von Dokumenten	29/06/2023 12:10	X5
4892	Bug		GLPI	CMS	representative		[Production] registration as representative	29/06/2023 10:42	X5
5019	Bug		GLPI	CMS			Reporting change of premises	05/07/2023 10:06	X5
4947	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Production] Delete account	30/06/2023 15:54	X5
4954	Bug		GLPI	CMS	representative		How long does it take to review the application to be admitted as a repr	01/07/2023 10:44	X5
4991	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Protective letter - Case 544012/2023	04/07/2023 13:36	X5
4743	Bug		GLPI	CMS	Authentication		can't create user	22/06/2023 10:05	X5
4995	Bug		GLPI	CMS	EXTRACT		CMS Data extraction for statistics production	04/07/2023 13:55	S
4996	Bug		GLPI	CMS	API		API Instability	04/07/2023 14:01	X5
4984	Bug		GLPI	CMS			Questions about the patent attorney system from South Korean newspa	04/07/2023 09:21	X5
4982	Bug		GLPI	CMS	API		Question about massive opt outs and 429 error	04/07/2023 09:10	X5
4629	Bug		CABList	CMS	Infringement		[CAB LIST] Infringement actions are not all retrieved by Public APIs	19/06/2023 17:06	X5
4855	Bug		GLPI	CMS	Infringement		Impossible to create a non-infringement action: the message Patent is u	27/06/2023 17:37	X5
4876	Bug		GLPI	CMS	Infringement		Unable to lodge one infringement	28/06/2023 13:49	X5
4672	CR	18	CABList	CMS	LegalTeam		Team of Representatives	20/06/2023 09:45	X5
4895	Bug		GLPI	CMS	Receipt		Receipt available for downloading in the Case Management System.	28/06/2023 17:40	X5
4804	Bug		GLPI	CMS			Cost for Filing an Application to Amend a Patent in the Unified Patent C	26/06/2023 12:01	X5
4677	Bug		CABList	CMS	Document		Application for representation no. 428868/2023	29/06/2023 10:40	X5
4963	Bug		GLPI	CMS	Document		Questions related to required documents to file an opt-out request	03/07/2023 11:01	X5
4957	Bug		GLPI	CMS	Authentication		[Production] Delete account	03/07/2023 09:17	X5
4949	Bug		GLPI	CMS	EPO	97	Contradiction in the naming of the workflow and the action (RoP 97 and	30/06/2023 17:31	X5
4932	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Bulk UPC Opt-Out information	30/06/2023 09:22	X5
4474	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		[PROD] Duplicate optout for a same patent III	13/06/2023 08:46	X5
4698	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Test of inadmissibility actions KO: we cannot select the option "Case to	20/06/2023 14:29	M
4743	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		[PROD] Optout created WITHOUT any application form II	23/06/2023 09:09	X5
4597	Bug		GLPI	CMS			RE: [GLPI #0002642] Closing of the ticket Difficulties opting out larger ba	16/06/2023 16:20	X5
4931	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Effective date of EP Publication for Opt Out	29/06/2023 16:30	X5
4917	Bug		GLPI	CMS			Demande d'information sur l'information au titulaire en cas d'action en	29/06/2023 14:37	X5
4973	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Fast Lane - Unauthorised opt-outs	03/07/2023 15:39	X5
4536	Bug		GLPI	CMS	Order		[FAST LANE] - Cancel workflow Order with Grounds	14/06/2023 12:44	X5
4800	Bug		GLPI	CMS			SMTP server adress / anonymous	26/06/2023 20:27	X5
5029	Bug		GLPI	CMS	Order		[CMS Task Force] - Problem with orders / decisions becoming available	05/07/2023 13:21	X5
4906	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Issue with Opt Out	29/06/2023 10:31	X5
4905	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		ERROR Status for cases that have been opted out	29/06/2023 10:30	X5
4894	Bug		GLPI	CMS	ProceedingSearch		Case search	28/06/2023 17:22	X5
4900	Bug		GLPI	CMS			[Production] Request for correction - Template - UPC_APP 180332/2023	29/06/2023 08:26	X5
4835	Bug		GLPI	CMS			Editing an application/proceedings before lodging	27/06/2023 11:40	X5
4736	Bug		CABList	CMS	ProtectiveLetter		[Fast Lane] Application for provisional measures	22/06/2023 07:50	S
4891	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		complete de formal checks of PL	28/06/2023 16:38	X5
4678	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Correction of User Data	29/06/2023 10:09	X5
5050	Bug		CABList	CMS	ProtectiveLetter		Receipts of protective letters	06/07/2023 11:25	S
5074	Bug		CABList	CMS	ProtectiveLetter		Protective Letter - Incorrect Payment reference	07/07/2023 16:25	S
4866	Bug		GLPI	CMS	LegalTeam		Asking Questions about UPC from South Korea's number one economic	28/06/2023 09:31	X5
4818	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Issue on the CMS - protective letter case n°498980-2023	26/06/2023 17:41	X5
4613	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Removal of unauthorised opt-out - New opt-out application	19/06/2023 10:37	X5
4776	Bug		GLPI	CMS	representative		"Representative search"	23/06/2023 08:45	X5
4807	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Protective Letter/Schutzschrift	26/06/2023 12:16	X5
4667	Bug		GLPI	CMS			Possibilities to choose languages and other	19/06/2023 18:14	X5
4779	Bug		GLPI	CMS	representative		Opt-out of a representative	23/06/2023 11:08	X5
4531	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Opt-out	14/06/2023 13:25	X5
4666	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Withdrawal and replacement of a protective letter filed with the UPC pr	19/06/2023 17:32	X5
4751	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Change of applicant's name/address and opt-out	22/06/2023 12:50	X5
4473	Bug		GLPI	CMS	Receipt		[PROD] URGENT MISSING Receipts for OptOut	13/06/2023 08:21	X5
4742	Bug		GLPI	CMS			Lawyer authorized to practice before a court of Estonia	22/06/2023 10:02	X5
4615	Bug		GLPI	CMS	Receipt		Confirmation of opt-out on the register	19/06/2023 10:49	X5
4749	Bug		GLPI	CMS	representative		Name Change of Representative	22/06/2023 11:42	X5
4644	Bug		GLPI	CMS	representative		FAST Lane - Application to CHANGE a representative	19/06/2023 14:37	X5
5003	Bug		GLPI	CMS	StatementOfClaim		[Production] Representative Data - Statement of claim	04/07/2023 15:03	X5
4569	Bug		GLPI	CMS	Translation		[CMS Task Force] Problems with switching language: English -> German	15/06/2023 14:47	X5
1963	CR	5	GLPI	CMS			App Case 20347/2023 - Spelling of the name - special character (usage o	12/04/2023 16:56	X5
4694	Bug		GLPI	CMS	representative		Application for registration as a representative of Dr. Wolfgang Hußnatt	20/06/2023 13:34	X5
4665	Bug		GLPI	CMS			Technical issues with the CMS	19/06/2023 17:32	X5
4706	Bug		GLPI	CMS			Data Collection	20/06/2023 19:07	X5

ID	Type (Bug Request, CR)	CR ID	Source	Domain	Category	RDP	Title	Opening date	Provider Effort (Tablert)
4711	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Opt-out information from the Registry	11/06/2023 07:08	XS
4670	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		a question about "opt-out" template together with FAQ 4.28	19/06/2023 22:30	XS
4570	Bug		GLPI	CMS		5.1	Rule 5.1(b) Rules of Procedure of the UPC	15/06/2023 15:15	XS
4572	Bug		GLPI	CMS	representative		Search for Representative / Name change	15/06/2023 17:18	XS
4596	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Effective date of opt-out	16/06/2023 15:48	XS
4595	Bug		GLPI	CMS			CMS access for staff	16/06/2023 15:00	XS
4584	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Opt-out in error	16/06/2023 09:42	XS
4585	Bug		GLPI	CMS	Signature		Mandate - signatures and including more than one matters on a declaration	16/06/2023 09:46	XS
4489	Bug		GLPI	CMS			Request of Invoice and Finance Contact Information	13/06/2023 11:19	XS
4577	Bug		GLPI	CMS	Noninfringement		Providing Registry with electronic address for the purposes of service in revocation actions and declarations of non-infringement	15/06/2023 20:52	XS
4545	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Data processing error in opt-out via API	14/06/2023 14:21	XS
4510	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		UPC: R0041671 New following several applicants for protective letters	13/06/2023 20:07	XS
4487	Bug		GLPI	CMS	representative		Representatives can't change postal address for service on the CMS	13/06/2023 11:04	XS
4527	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Registration of opt-out	14/06/2023 12:47	XS
4532	Bug		GLPI	CMS	API		Public API performance	14/06/2023 13:36	XS
4536	Bug		GLPI	CMS	ProtectiveLetter		Protection Letter	14/06/2023 15:14	XS
4538	Bug		GLPI	CMS	representative		Right of representation on the basis of qualification in Ireland	14/06/2023 15:17	XS
4508	Bug		GLPI	CMS		262.3	CMS Testcases Request for access to pleadings or evidence (Rdp262.3(b))	13/06/2023 16:58	XS
4624	Bug		GLPI	CMS			FAST LANE ACT 464985/2023 465342/2023 - Re-allocation of 2 actions to the from CD Paris to CD Munich section	19/06/2023 11:45	XS
4486	Bug		GLPI	CMS	CaseNumbering		Urgent issue with Opt-Out Case Number Format	13/06/2023 11:00	XS
4488	Bug		GLPI	CMS	Receipt		Missing receipts for opt-outs	12/06/2023 17:47	XS
4450	Bug		GLPI	CMS			Filing receipt not available	12/06/2023 12:37	XS
4424	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Opt-Out Anträge übertragen am 31.5.23	09/06/2023 14:26	XS
4630	Bug		GLPI	CMS			My Applications no. 65288/2023 and 65255/2023	19/06/2023 12:07	XS
4647	Bug		GLPI	CMS			Missing information	19/06/2023 14:51	XS
4688	CR	45	CABList	CMS	Workflow		CMS - the parties should make self corrections in the CMS	20/06/2023 11:41	L
4773	Bug		GLPI	CMS			RE: No. PR 501016/2023 UPC. CR: 127/2023 / Notification of the "clerks" of the wrong division and to the Deputy Registrar	22/06/2023 19:22	XS
4629	Bug		GLPI	CMS			(Fast Lane) SUPER URGENT CLIENT - Access to CMS case (Revocation act No. 53840 / 2023 UPC. CR: 1/2023)	27/06/2023 10:21	XS
4405	Bug		GLPI	CMS	Exchange with EPO		What does "NOT APPLICABLE mean?"	09/06/2023 08:59	XS
4402	Bug		GLPI	CMS	OPT-OUT		Registration of opt outs	09/06/2023 08:59	XS
4869	Bug		CABList	CMS			visibility of past actions in a workflow	28/06/2023 10:26	M
4871	Bug		CABList	CMS			Message version of notice with access code is provided	28/06/2023 10:26	S
4998	Bug		GLPI	CMS			GLPI functionality - No information about ongoing tickets and replies from external users	04/07/2023 14:53	XS
5006	Bug		CABList	CMS			(FAST LANE) - issue on the CMS - need to go backwards - revocation action CD PARIS	04/07/2023 16:09	S
5112	Bug		CABList	CMS			Protective Letter - incorrect data displayed / reported in the receipt - Possibility of duplicate		
4393	Bug		CABList	CMS			FAST LANE - Modify Date of receipt / effective lodging		
5088	Bug		CABList	CMS			(PROJ) Wrong documents received by EPO when UPC requests for cases pending before the EPO (5088)		
5176	Bug		CABList	CMS			(PROJ) Wrong documents received by EPO when UPC requests for cases pending before the EPO: Cases 464985/2023 and 465342/2023 (5176)		
5013	Bug		CABList	CMS	Exchange with EPO		(EPO) EPO receives Error 500 when calling the API communication from EPO (5013)		S
1965	CR	23	CABList	CMS	Exchange with EPO		(EPO) EPO has received the same document type EPO-REQUEST-TO-COMMENT for two different stages: adding a new document type (1965)		S
4984	Bug		CABList	CMS			(CAB) Wrong documents received by EPO when UPC requests for cases pending before the EPO (4984)		
4687	Bug		CABList	CMS			Confidentiality Protective Letter - Long Fix		
4621	Bug		CABList	CMS			Confidentiality Protective Letter - Long Fix		
5008	Bug		CABList	CMS			(FAST LANE) - issue on the CMS - need to go backwards - revocation action CD PARIS (5008)		
5050	Bug		CABList	CMS			Receipts of protective letters - GLPI (unifiedpatentcourt.org)		
4874	Bug		CABList	CMS			Judge's download of template visible to the public		
4948	Bug		CABList	CMS			Prefix is missing in the case number for an action against decision of EPO RDP 97		
4995	Bug		CABList	CMS			Fast Lane Data extraction for statistics production		
4470	Bug		CABList	CMS	Case Format		(PROJ) New case number format received by EPO: EPO can not reply to the requests sent by CMS		S
4222	Bug		CABList	CMS	Exchange with EPO		(EPI) Clarification needed regarding communications sent to EPO (Rdp97)		S
4507	Bug		CABList	CMS			(Fast Lane) CMS Case no. 498863/2023 extremely urgent / LD Milan clerks did not receive an E-Mail about the extremely urgent case		S
5272	Bug		CABList	CMS	Appeal		Appel 2301 c: no outcome to select for judge		S
3051	Bug		CABList	CMS			Correction of opt-out of an EP extended by SPCs - CMS did not allow to enter SPC data in the correction of opt-out which result an error in the acknowledgement		S
5304	Bug		GLPI	EPO	Exchange with EPO		EventsByDate API failed with connection refused error		S
4906	Bug		GLPI	EPO	Exchange with EPO		Error 500 received when calling the communication from EPO API		S
5252	Bug		GLPI	EPO	Exchange with EPO		(2.4.1) Formal checks on Appeal KO: The list of different checks to be done is missing		S
4969	Bug		GLPI	CMS	Case Format		The proceeding Number in the forms generated by CMS is wrong		S
5274	Request		GLPI	CMS			Question: UPC to inform EPO in case of a revocation action?		
3630	Bug		GLPI	CMS			(EPI) Clarification required for inadmissibility action		
4926	Bug		GLPI	EPO			Update the templates of requests sent to EPO (especially the ones for acceleration of appeal or opposition)		
4444	CR	15	CABList	CMS			URGENT REQUEST - Extract from CMS database to build statistics		
5137	CR	20	CABList	CMS	Templates		Development of Templates and Guidance of Orders (Guidance and Templates in place visible to Judges when issuing and Order)		S
5138	CR	21	GLPI	CMS	Confidential/262/262A		Confidentiality		XL
5139	CR	22	GLPI	CMS	Nomenclature		File naming, file nomenclature		M
25	CR	25	CABList	CMS	Oral hearing		Oral hearing		L
26	CR	26	CABList	CMS	Objection		Additional objection		M
27	CR	27	CABList	CMS	Reporting		IT Audit Reporting		L
28	CR	28	CABList	CMS	API		Update and clarify error code and description		L
29	CR	29	CABList	CMS	Front-end action		Update and clarify error code and description		M
30	CR	30	CABList	CMS	Document		Better PDF document viewer		M
31	CR	31	CABList	CMS	Tasklist		Offer prioritization tools for looking after case/document linked to the user		M
32	CR	32	CABList	CMS	Workflow	194	Basic: Rule 196(1) order is optional (at the discretion of the court) hence it should be made possible in the CMS to skip this order and go straight to Rule 196 order		S
33	CR	33	CABList	CMS	Workflow	13	Formal check		S
5129	Bug		CABList	EPO	Exchange with EPO		Error message received by EPO when sending EPO-OPP-ACCEL-REQ-RESP, an EPO case was created despite the error message		S
5275	Bug		CABList	EPO	Exchange with EPO		Error message when calling the EventsByDate API by EPO		S
4797	CR	35	CABList	CMS	CaseVisibility		Access to file by defendant after receipt of access code	13/07/2023	
4622	CR	14	CABList	CMS	CaseVisibility		Filtering the access of the case files only for the appointed judges	09/06/2023	M
1039	CR	2	GLPI	CMS			Clear differentiation of the environment for the user (internal and external)	03/05/2023	XS
5138	CR	21	GLPI	CMS	Confidential	262/262A	Confidentiality		XL
4878	CR	36	CABList	CMS			upload of documents by the registry / court (4878)		L
4875	CR	16	CABList	CMS	CaseVisibility		case should not be visible to the public before service on defendant	28/06/2023 10:57	XS
4625	CR	17	CABList	CMS	Workflow		CMS workflow cancellation functionality for Judges		L
4673	CR	18	CABList	CMS			upload exhibits as a bundle	19/06/2023 11:47	M
4673	CR	39	GLPI	CMS/SAG	Exchange with SAGE		API CMS to SAGE X3 - Case information flow		M
5166	CR	48	GLPI		Workflow		withdrawal of protective letter		
4994	CR	41	CABList	CMS	Workflow	196	Confidentiality expert report of evidentiary measures		S
4621	CR	37	GLPI	CMS	Workflow	271.1	voluntary e-mail address for service		
4874	CR	38	CC&MM	list	Workflow		flexible workflow		
5107	CR	44	GLPI		Workflow		standing judge must only be consulted in urgent situations		
4809	CR	38	GLPI		CaseVisibility		visibility of past actions when uploading documents / exhibits		
4809	CR	31	CC&MM	list	Workflow	17	transfer of a case from one division / section of CD to another (linked to #4624 - work around available)		
4809	CR	32	CC&MM	list	Workflow		disconnect statements and exhibits		
4809	CR	33	CC&MM	list	Workflow		Review of Registrar's decision to (not) allow access opt out application		
4809	CR	34	CC&MM	list	Workflow	354	enforcement of penalties		
1894	CR	49	GLPI	CMS	Workflow	372.3	court order to defer payment and verification payment is made later		
4698	CR	50	GLPI	CMS	Workflow		workflow for closing of files		
4698	CR	33	CC&MM	list	Workflow		workflow for settlements		
4698	CR	42	GLPI		Reporting		CMS Statistics Extraction - CMS Data extraction for statistics production		
4698	CR	46	GLPI		Confidentiality		amendment of workflow for confidentiality request pursuant to Rdp262A		
3051	CR	47	GLPI		Confidentiality		Correction of SPC		
3051	CR	47	GLPI		Confidentiality		Correction of opt-out of an EP extended by SPCs - CMS did not allow to enter SPC data in the correction of opt-out which result an error in the acknowledgement		
4621	CR	51	GLPI	CMS	Confidentiality		Confidentiality for Protective Letter - Long Term Fix for R207.8		

Annexe 4: États financiers de la Juridiction

Les états financiers de la JUB selon la méthode de comptabilité d'exercice seront essentiels à la diffusion d'informations pertinentes pour évaluer la viabilité à long terme de la JUB. Conformément au règlement financier de la JUB, les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) sont les principes comptables généralement admis visés à l'article 26, paragraphe 1, et à l'article 33, paragraphe 2, point d), du statut. Les normes IPSAS sont destinées à mesurer la responsabilité au moyen d'une évaluation de la performance et de la situation financière de la JUB, afin de faciliter la prise de décision et l'établissement de la responsabilité. **Le projet du compte de résultat (5.3.) et le projet de l'état de la situation financière (5.4.) du budget 2024 constituent seulement des prévisions et ne sont fournis qu'à titre d'illustration.**

Les tableaux suivants présentant le projet de l'état des ressources (5.1), le projet de l'état du revenu estimé (5.2), le compte de résultat (5.3) et l'état de la situation financière et de la Juridiction (5.4) conformément aux articles du règlement financier de la Juridiction unifiée du brevet sont recensés à la date du 31 décembre 2024, ce qui équivaut à une période de 12 mois.

4.1. *Projet de l'état des ressources*

Plan Statement of Resources

2024

in EUR

	Cash in EUR	-	Transition to Accrual in EUR	Accrual in EUR
31 Salaries	7 167 750	-	2 307 840	4 859 910
(i) salaries of				
the President of the Court of Appeal,	260 531	-	92 029	168 503
the President of the Court of First Instance,	235 533	-	80 493	155 041
the other judges,	5 467 875	-	1 829 097	3 638 779
the Registrar and the Deputy Registrar	473 042	-	161 897	311 145
any other staff directly employed by the Court	730 768	-	144 325	586 443
32 Pension and social security contributions	1 670 426		735 350	2 405 776
(ii) pension and social security contributions of				
the President of the Court of Appeal,	62 016	-	40 951	21 065
the President of the Court of First Instance,	55 918	-	36 924	18 994
the other judges,	1 283 942	-	847 820	436 122
the Registrar and the Deputy Registrar	112 318	-	74 166	38 151
any other staff directly employed by the Court	156 233	-	103 165	53 068
Current service costs (Defined Benefit Obligations)	-		1 838 376	1 838 376
33 General operating expenses	5 220 147		411 000	5 631 147
(iii) costs incurred by the Committees of the Court including cost of meetings, as well as translation and communication costs;	800 755		-	800 755
(iv) costs incurred for setting up the Court, the Training Centre for Judges and the Patent Mediation and Arbitration Centre, in particular the initial assets of the Court;	4 419 392		411 000	4 830 392
34 Working Capital Fund	2 707 848	-	1 194 980	1 512 869
(v) resources to be allocated to the Working Capital Fund.	2 707 848	-	1 194 980	1 512 869
35 Repayments to MS	544 613	-	544 613	-
36 Legal aid and reimbursement to third parties	750 000	-	165 981	584 019
37 Other general operating expenses	2 156		-	2 156
38 Depreciation and amortization expense	-		543 399	543 399
39 Financial expenses	-		-	-
41 IT Capital Expenditure	2 281 000	-	2 281 000	-
SUBTOTAL Court	20 343 940	-	4 804 664	15 539 276
61 Payments from Social Security Schemes	2 492 021	-	2 492 021	-
SUBTOTAL PSSS	2 492 021	-	2 492 021	-
TOTAL Court + PSSS	22 835 961	-	7 296 685	15 539 276

4.2. *Projet de l'état du revenu estimé*

Plan Statement of the Estimated Income

2024

in EUR

	Cash in EUR	Transition to Accrual in EUR	Accrual in EUR
51 Revenue from court fees	4 500 000	- 3 112 509	1 387 491
52 Contributions by participating Member States	14 271 450	- 1 194 980	13 076 471
(i) contribution to Operating expenses	11 563 602	-	11 563 602
(ii) contributions to the Working Capital	2 707 848	- 1 194 980	1 512 869
53 Other operating income	1 572 490	- 1 572 490	-
(iv) any other income of the Court	1 572 490	- 1 572 490	-
54 Work performed and capitalised	-	-	-
55 Financial income	-	-	-
SUBTOTAL Court	20 343 940	- 5 879 979	14 463 961
71 Income Social Security Schemes	2 492 021	- 2 492 021	-
SUBTOTAL PSSS	2 492 021	- 2 492 021	-
TOTAL Court + PSSS	22 835 961	- 8 372 000	14 463 961

4.3. *Compte de résultat*

Statement of Financial Performance

2024

in EUR

	2024 in EUR	2025 in EUR	2026 in EUR	2027 in EUR	2028 in EUR
5 Revenue					
51 Revenue from court fees	1 387 491	4 815 000	8 995 000	11 610 000	14 200 000
52 Contributions by participating Member States	13 076 471	9 113 624	8 460 868	7 086 520	7 589 453
Total revenue	14 463 961	13 928 624	17 455 868	18 696 520	21 789 453
3 Expenses					
31+32 Employee benefits	7 265 686	8 097 863	9 552 006	9 520 506	9 520 506
33 General operating expenses	5 631 147	6 280 393	7 234 326	8 179 824	8 505 721
34 Working Capital Fund	1 512 869	865 885	1 027 811	1 122 448	1 190 224
36 Legal aid and reimbursement to third parties	584 019	1 050 153	1 554 174	1 999 679	2 200 000
37 Other general operating expenses	2 156	2 483	2 921	3 167	3 413
38 Depreciation and amortization expense	543 399	806 799	905 250	1 025 442	1 210 236
Total expenses	15 539 276	17 103 577	20 276 488	21 851 066	22 630 100
Net surplus/(deficit) for the period	-1 075 315	-3 174 952	-2 820 619	-3 154 546	-840 647

4.4. État de la situation financière

Statement of Financial Position

2024

in EUR

	2024 in EUR	2025 in EUR	2026 in EUR	2027 in EUR	2028 in EUR
1 Assets					
11 Non-current assets					
112 Intangible assets	2 518 990	3 029 191	2 517 746	1 852 878	1 012 231
114 Other non-current assets (financial and non-financial)	3 079 202	5 146 229	7 594 577	10 042 925	12 491 273
Total non-current assets	5 598 191	8 175 420	10 112 323	11 895 803	13 503 504
12 Current assets					
121 Cash and cash equivalents	4 490 820	4 181 756	5 864 271	6 540 456	6 760 118
123 Receivables	0	0	0	0	0
125 Prepayments	0	0	0	0	0
Total current assets	4 490 820	4 181 756	5 864 271	6 540 456	6 760 118
Total assets	10 089 011	12 357 176	15 976 594	18 436 259	20 263 622
2 Liabilities and equity					
21 Non-current liabilities					
212 Defined Benefit Obligations	3 079 202	5 146 229	7 594 577	10 042 925	12 491 273
Total non-current liabilities	3 079 202	5 146 229	7 594 577	10 042 925	12 491 273
22 Current liabilities					
221 Payables	703 399	699 897	826 255	950 453	991 613
223 Liability for working capital fund	3 273 855	2 968 292	4 524 450	5 076 436	5 254 939
226 Prepaid Fees (current)	3 874 444	7 559 598	9 868 772	12 358 451	12 358 451
Total current liabilities	7 851 698	11 227 787	15 219 477	18 385 340	18 605 002
Total liabilities	10 930 900	16 374 016	22 814 054	28 428 265	31 096 275
23 Net Assets / Equity Attributable to the Member States					
233 Accumulated surplus/(deficit)	-841 888	-4 016 841	-6 837 460	-9 992 006	-10 832 653
Total net assets/equity	-841 888	-4 016 841	-6 837 460	-9 992 006	-10 832 653

4.5. Prévision des flux de trésorerie

Direct Method Cash Flow Statement

in EUR

	2024	2025	2026	2027	2028
Cash flows from operating activities					
Cash receipts from Court	€ 4 500 000	€ 8 700 000	€ 11 400 000	€ 14 200 000	€ 14 200 000
Cash receipts from Member States	€ 12 250 288	€ 8 808 062	€ 10 017 026	€ 7 638 506	€ 7 767 955
<i>Total operating cash receipts</i>	€ 16 750 288	€ 17 508 062	€ 21 417 026	€ 21 838 506	€ 21 967 955
Payments of Employees benefits	-€ 7 265 686	-€ 8 097 863	-€ 9 552 006	-€ 9 520 506	-€ 9 520 506
Payments to suppliers of goods and services	-€ 8 151 639	-€ 8 402 263	-€ 9 788 699	-€ 11 281 241	-€ 11 858 197
<i>Total operating cash payments</i>	-€ 15 417 325	-€ 16 500 126	-€ 19 340 705	-€ 20 801 747	-€ 21 378 704
Cash Flow from operating activities	€ 1 332 963	€ 1 007 935	€ 2 076 321	€ 1 036 759	€ 589 251
Cash flows from investing activities					
Acquisition of tangible and intangible assets	-€ 1 870 000	-€ 1 317 000	-€ 393 805	-€ 360 575	-€ 369 589
Cash flow from investing activities	-€ 1 870 000	-€ 1 317 000	-€ 393 805	-€ 360 575	-€ 369 589
Cash flows from financing activities					
Cash receipts from Member States	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Payments to Member States	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Cash flow from financing activities	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
Net increase/(decrease)in cash and cash equivalent	-€ 537 037	-€ 309 065	€ 1 682 516	€ 676 184	€ 219 662
Cash and cash equivalents net at the beginning of the Period	€ 5 027 857	€ 4 490 820	€ 4 181 756	€ 5 864 271	€ 6 540 456
Cash and cash equivalents net at the end of the Period	€ 4 490 820	€ 4 181 756	€ 5 864 271	€ 6 540 456	€ 6 760 118

4.6 Note explicative concernant les états financiers

Dans la présente approche budgétaire, les contributions dues par tous les États membres contractants couvrent tous les besoins financiers de la Juridiction et il est supposé que, dans un souci de simplification, les dépenses prévues au budget sont mises en place et réglées au cours du même exercice budgétaire.

Immobilisations incorporelles:

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, diminué des amortissements et des pertes de valeur éventuelles cumulés.

Les amortissements sont répartis sur la durée de vie utile estimée selon la méthode linéaire.

La durée de vie utile estimée des catégories d'immobilisations incorporelles se présente comme suit:

-CMS (système de gestion des dossiers): CMS 7 ans;

-autres immobilisations incorporelles: 5 ans.

Obligation de prestations définies

La JUB verse des cotisations retraite pour le compte de ses employés conformément à l'annexe II du statut des fonctionnaires et du personnel (plan de retraite de la Juridiction) AC/09/08072022. Les cotisations sont considérées comme des paiements à un régime de pension à prestations définies.

L'attention des délégués est attirée sur le fait qu'en l'absence actuelle d'une étude de valorisation actuarielle et d'une stratégie actuelle d'investissement dans les pensions, les coûts attendus des prestations de pension sont évalués sur la base des cotisations de pension actuelles versées par la JUB ainsi que son salarié, et ne témoignent pas des obligations réelles du régime de pension. Une révision de ces coûts sera soumise en temps utile aux organes de gouvernance.

Dettes à court terme – responsabilité envers les États membres et les autres États:

Il s'agit des avances versées par les États membres contractants au Fonds de roulement conformément à l'article 63 du règlement financier.

Dettes à court terme – à payer (régularisation)

La JUB a estimé que 1/12^e (un mois) des dépenses de fonctionnement prévues au budget annuel seront réglées au cours de l'année suivante.

Dettes à court terme – frais payés d'avance:

Les frais payés d'avance sont des engagements liés aux paiements reçus pour des services judiciaires pour lesquels aucun service n'a encore été fourni. L'estimation des frais payés d'avance correspond aux prévisions des recettes judiciaires.

La JUB conduit ses procédures de telle manière à ce que l'audience finale sur la contrefaçon et la validité en première instance puisse normalement avoir lieu dans un délai d'un an et à ce que le jugement soit rendu six semaines plus tard.

Les parties aux procédures paieront à l'avance les frais fixes et les frais fondés sur la valeur du litige à la JUB, conformément au règlement sur les frais de procédure adopté par décision du comité administratif le 8 juillet 2022.